

Données sociodémographiques **en bref**

L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada

par Marc-André Gauthier

Données sociodémographiques en bref, février 2015
Volume 19, numéro 2, p. 1-10

Notice bibliographique suggérée :

GAUTHIER, Marc-André (2015). « L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada », *Données sociodémographiques en bref*, vol. 19, n° 2, février, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2015
ISSN 1715-6378 (en ligne)
© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 1996

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Données sociodémographiques **en bref**

Février 2015 | Volume 19, numéro 2

Ce document a été corrigé le 6 février 2015. Veuillez consulter l'errata joint à ce fichier en cliquant ici.

L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada

par Marc-André Gauthier¹

L'endettement des ménages constitue sans doute un des principaux sujets de préoccupation de la scène économique. La hausse continue du ratio d'endettement sur le revenu disponible des ménages, celui-ci passant de 85 % en 1990 à plus de 160 % depuis 2012 (Statistique Canada), amène la Banque du Canada (2014) à poser le constat que l'endettement élevé des ménages représente une des principales vulnérabilités de l'économie canadienne. Bien que la plupart des analystes soient d'accord qu'une détérioration de la situation financière des ménages soit survenue depuis la dernière décennie, les avis sont partagés quant à la sévérité de la situation et des conclusions qui peuvent être tirées uniquement à l'aune du ratio des dettes sur le revenu disponible. Afin de mettre en perspective cet indicateur et d'évaluer l'état de la situation au Québec, cet article propose plutôt de mettre en relation la valeur des dettes avec celle des actifs. Conformément à cette démarche, le niveau d'endettement des ménages québécois sera comparé à celui de leurs homologues ontariens et canadiens. Dans le but de livrer un portrait plus fin de la situation, nous examinerons plus spécifiquement la situation des ménages endettés ou possédant une hypothèque, tout en tenant compte de l'âge et des revenus des unités familiales.

Les limites du ratio de la dette sur le revenu disponible

Le taux d'endettement sur le revenu disponible (après impôts) représente un des indicateurs d'endettement des ménages les plus couramment utilisés. En atteignant pratiquement la barre des 164 % au troisième trimestre de 2014 (figure 1), un nouveau record, la proportion des dettes sur les revenus disponibles des ménages canadiens se maintient à un niveau jugé préoccupant. Le fait que les ménages américains aient notamment franchi ce seuil d'endettement peu avant la crise de 2008 est à ce titre perçu par plusieurs analystes comme le signal annonciateur d'un choc macroéconomique pour le Canada. Or, certains pays européens ont atteint des ratios largement supérieurs à celui du Canada et des États-Unis avant la crise, sans pour autant avoir subi de secousses économiques importantes (OCDE, 2012 : 10).

TABLE DES MATIÈRES

L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada	1
Exploration du lien entre le revenu et le patrimoine des ménages québécois	11
Un portrait des dix premières années de mariages de conjoints de même sexe au Québec	18

1. L'auteur tient à remercier James O'Connor, chercheur retraité de l'ISQ, pour ses commentaires sur la version préliminaire du texte. Ses recherches réalisées sur le sujet avec la collaboration de Bruno Verreault (Direction des statistiques sectorielles et du développement durable) constituent la base de la présente analyse.

Méthodologie et définitions

Les données de cet article proviennent principalement de l'*Enquête sur la sécurité financière*. Cette enquête, réalisée en 1999, 2005 et 2012, a été conçue dans le but de produire une évaluation exhaustive du bilan financier des unités familiales du Canada. Les unités familiales comprennent les personnes seules et les familles économiques. Une famille économique comprend un groupe de personnes apparentées, mariées ou unies civilement qui partagent un même logement (Statistique Canada). À noter que le terme ménage ou famille sera utilisé à des fins d'allègement du texte. Les données sont produites pour l'ensemble des ménages ayant ou non des dettes, les ménages ayant des dettes (tous types de dettes) et les ménages ayant plus spécifiquement une dette hypothécaire. Tous les montants présentés sont exprimés en dollars constants de 2012. La qualité des estimations produites a été déterminée à partir de la méthode d'autoamorçage (*bootstrap* en anglais) pour le calcul de la variance. Les différences significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance à un niveau de confiance de 95 %.

Dettes totales : Somme de l'ensemble des dettes de l'unité familiale, comprenant le crédit à la consommation (soldes sur les cartes et marges de crédit, crédit à tempérament), les prêts hypothécaires, les dettes d'études et autres dettes.

Avoirs totaux : Somme des actifs financiers et non financiers des ménages, comprenant la valeur des régimes de retraite d'employeur calculée sur une base de terminaison. Cette méthode calcule la valeur des droits à une pension pour les personnes qui participaient à un régime de retraite d'employeur en ne tenant compte que de la participation au régime jusqu'au moment de l'enquête. Par exemple, si l'on considère le cas d'une personne âgée de 45 ans ayant participé à un régime de pension d'employeur pendant dix ans, la valeur des prestations de retraite sera calculée en fonction des dix années de service connues (Statistique Canada).

Avoir net ou patrimoine : Avoirs totaux moins les dettes totales.

Ratio dette/actif : Total des dettes exprimé en proportion des avoirs totaux des ménages.

Nombre d'institutions financières (Bégin et Bélanger, 2011 ; Craig, 2012 ; Shenfeld et Tal, 2012,) émettent des mises en garde quant aux conclusions pouvant être tirées uniquement à partir du ratio d'endettement sur les revenus disponibles. Le principal écueil de cet indicateur réside dans le fait qu'il amalgame la valeur d'un stock (valeur cumulée de la dette) à celle d'un flux (le revenu sur une base annuelle). Implicitement, le ratio évalue la capacité des ménages à régler la totalité de leurs dettes accumulées, dont leur hypothèque, grâce aux revenus d'une seule année. En somme, cet indicateur élude le fait que la plus grande part des emprunts contractés par les ménages impliquent une période d'amortissement, tels que les crédits à tempérament et hypothécaire.

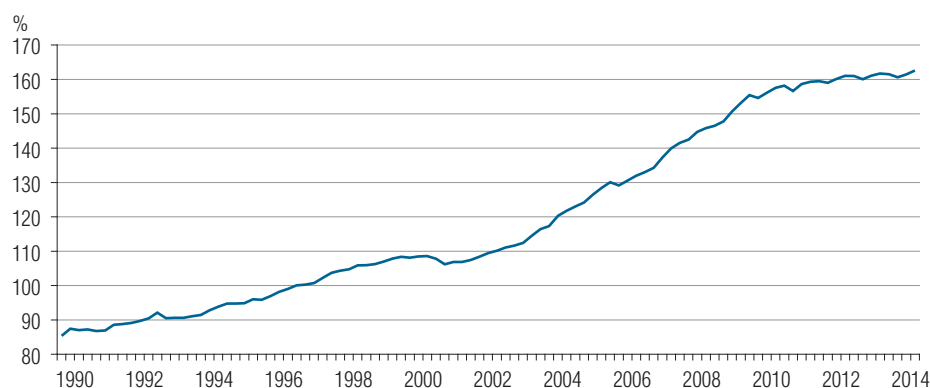
Cela dit, nous proposons de jeter un éclairage sur l'endettement des ménages par la prise en considération de la valeur des actifs, soit principalement à partir

du ratio dette-actif. Cette approche, qui comporte notamment l'avantage de comparer des stocks, permet de relativiser l'endettement en émettant l'hypothèse que les actifs accumulés peuvent servir au règlement des dettes. Cependant,

comme tout indicateur économique, le ratio dette-actif présente certaines limites. Il ne permet pas entre autres d'évaluer le coût ou service de la dette². C'est pourquoi nous mettrons aussi à profit les données des *Comptes du bilan*

Figure 1

Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible, secteur des ménages, Canada, 1990-2014



Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national*, CANSIM, tableau 378-0123.

2. Il faut aussi considérer que certains actifs sont peu liquides ou ne peuvent être liquidés qu'en partie, moyennant notamment l'application de pénalités ou l'imposition des gains en intérêt selon la situation des individus. On peut par exemple mentionner les actifs des régimes de retraite d'employeurs (actifs représentant le quart du patrimoine des Québécois en 2012), des REER et des REEE.

national et de celles de l'*Enquête sur les dépenses des ménages* de Statistique Canada afin d'illustrer certaines tendances et de mettre en perspective les informations de l'ESF.

Les dettes des ménages se sont accrues plus fortement que leurs actifs entre 1999 et 2012

Les données de l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF) indiquent un accroissement appréciable des passifs détenus par les ménages québécois entre 1999 et 2012. Le montant total des dettes est

ainsi passé de 109 à 248 milliards de dollars, ce qui représente un accroissement de 127 % au cours de la période (tableau 1). L'endettement des ménages québécois s'est ainsi accru dans une proportion similaire à celle des ménages canadiens, mais supérieure à celle des ménages ontariens (109 %). En contrepartie, la valeur totale des avoirs des ménages québécois a connu une croissance de 112 %, une hausse relativement inférieure à celle des passifs. Ce taux de croissance, légèrement supérieur à celui de l'Ontario (98 %), correspond à celui enregistré au Canada durant la période (110 %).

L'hypothèque constitue évidemment la composante pesant le plus lourdement dans le passif des Québécois. La forte activité immobilière qu'a connue le Québec au cours des années 2000, alimentée pour une bonne part par la faiblesse historique des taux d'intérêt, a provoqué de fortes pressions sur les prix de l'habitation qui se sont répercutées sur la valeur des emprunts hypothécaires. Alors que la valeur totale des hypothèques atteignait 85 milliards de dollars en 1999, celle-ci se chiffre dorénavant à 185 milliards de dollars en 2012, soit une croissance d'environ 120 %. Cela dit, le poids relatif de l'hypothèque est demeuré constant, celui-ci équivalant aux

Tableau 1

Avoirs et passifs des ménages, Québec, Ontario, Canada, 1999, 2005, 2012

	1999	2005	2012	Variation 1999-2012
	M \$ (\$2012)			%
Québec				
Avoirs totaux	921 000	1 212 600	1 949 400	111,7
Actifs non financiers	405 100	562 100	851 700	110,2
Actifs financiers	515 900	650 500	1 097 700	112,8
Passif (Dettes)	109 200	143 200	247 500	126,6
Hypothèques	84 700	107 500	185 300	118,8
Crédit à la consommation	19 200	30 600	58 600	205,2
Autres dettes	5 300	5 100	3 600	−32,1
Ontario				
Avoirs totaux	1 848 900	2 676 500	3 656 500	97,8
Actifs non financiers	930 100	1 400 200	1 875 000	101,6
Actifs financiers	918 900	1 276 300	1 781 500	93,9
Passif (Dettes)	249 000	399 200	521 400	109,4
Hypothèques	197 000	303 700	409 400	107,8
Crédit à la consommation	44 500	85 800	104 600	135,1
Autres dettes	7 400	9 600	7 400	0,0
Canada				
Avoirs totaux	4 489 000	6 395 100	9 410 700	109,6
Actifs non financiers	2 176 600	3 203 300	4 744 600	118,0
Actifs financiers	2 312 500	3 191 800	4 666 100	101,8
Passif (Dettes)	586 100	864 600	1 337 100	128,1
Hypothèques	453 500	650 800	1 029 800	127,1
Crédit à la consommation	108 400	182 000	284 400	162,4
Autres dettes	24 100	31 900	22 900	−5,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

trois quarts de la valeur totale du passif, une situation analogue à ce qui s'observe en Ontario et au Canada.

Les dettes accumulées par l'entremise du crédit à la consommation connaissent, en proportion, une augmentation beaucoup plus importante que pour les hypothèques (tableau 1). Les ménages québécois possédaient 19 milliards de dollars de ces dettes en 1999, contre 59 milliards de dollars en 2012, une multiplication par trois (205 %) de la masse du crédit à la consommation. Cet accroissement dépasse largement celui de l'Ontario (135 %) et du Canada (162 %).

L'endettement des ménages québécois connaît une croissance proportionnellement plus élevée que celle de leurs actifs entre 1999 et 2012. Les comptes du bilan national du Canada confirment également un « décrochage » entre les rythmes de croissance des actifs et des passifs de l'ensemble des ménages canadiens (figure 2). De 1999 à 2007, actifs et passifs progressent à une vitesse

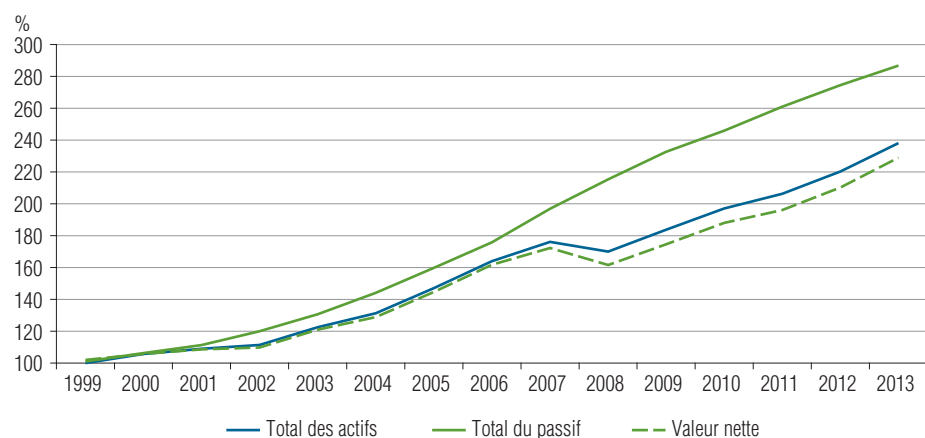
similaire. Or, à partir de 2008, les actifs connaissent une nette décélération de leur croissance, alors que les passifs poursuivent leur rythme d'accroissement. La crise financière de 2008 a grandement affecté les rendements des portefeuilles d'investissement gérés par les fonds de retraite ainsi que les autres types de placement non enregistrés, ce qui explique pour une bonne part la stagnation des actifs des ménages. Si depuis lors les rendements ont renoué avec leurs performances d'avant crise, ils n'ont manifestement pas été suffisants pour combler l'écart relatif s'étant creusé avec les passifs.

Les ménages ont en moyenne une dette de 69 200 \$ et un actif de 544 800 \$

En 2012, environ sept ménages sur dix affichent des dettes à leur bilan et le tiers doit assumer les coûts d'une hypothèque, des proportions qui se rapprochent de celles observées en 1999 (données non

présentées). En moyenne, les ménages québécois ont accumulé 69 200 \$ de dettes en 2012, une nette progression par rapport à 1999 (35 100 \$) (tableau 2). Ce montant contraste nettement avec la valeur médiane qui n'atteint que 10 000 \$ en 2012, alors que celle-ci s'établissait à 5 200 \$* en 1999. Ces différences avec les valeurs moyennes s'expliquent par la présence de ménages exempts de dettes dans le bas de la distribution. Chez les ménages ayant des emprunts, la dette moyenne est passée de 54 600 \$ en 1999 à 97 000 \$ en 2012, alors que la dette médiane a connu une évolution sensiblement moins prononcée (de 27 200 \$ en 1999 à 34 200 \$ en 2012). De leur côté, les ménages détenant une hypothèque doivent composer avec une dette moyenne s'élevant à 176 900 \$ en 2012, comparativement à 98 300 \$ en 1999, alors que la valeur médiane est parallèlement passée de 81 200 \$ à 135 100 \$. Ces écarts entre la moyenne et la médiane indiquent que la hausse de l'endettement ne s'est pas réalisée d'une manière homogène dans l'ensemble de la population endettée.

Figure 2
Évolution du passif, de l'actif et de l'avoir net des ménages, Canada, 1999-2013
(1999=100)



Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national*, CANSIM, tableau 378-0121.

La valeur des avoirs a également crû considérablement. Chez l'ensemble des ménages québécois, la moyenne des avoirs totaux est passée de 295 900 \$ à 544 800 \$ et la valeur médiane de 155 200 \$ à 303 800 \$. On remarque que les ménages endettés ont tendance à accumuler un plus grand montant d'actifs, ce qui découle pour une bonne part de la valeur ajoutée de la résidence dans le calcul des avoirs. On estime ainsi la valeur moyenne des ménages ayant contracté une hypothèque à environ trois quarts de millions de dollars en 2012 (448 600 \$ pour la valeur médiane), comparativement à moins d'un demi-million de dollars (258 100 \$ pour la valeur médiane) en 1999.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

Tableau 2

Avoirs, dettes et avoirs nets médian selon la présence de dettes, Québec, 1999, 2005, 2012

	1999		2005		2012	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
\$ (2012)						
Dettes						
Ensemble des ménages	35 100	5 200 *	42 600	8 200 *	69 200	10 000
Ménages ayant des dettes	54 600	27 200	61 800	26 700	97 000	34 200
Ménages ayant une hypothèque	98 300	81 200	116 200	92 500	176 900	135 100
Avoirs totaux						
Ensemble des ménages	295 900	155 200	361 100	174 500	544 800	303 800
Ménages ayant des dettes	296 600	176 300	376 200	224 100	579 300	333 900
Ménages ayant une hypothèque	395 800	258 100	557 500	356 200	775 000	488 600
Avoirs nets						
Ensemble des ménages	260 800	100 200	541 000	117 900	475 700	197 900
Ménages ayant des dettes	242 000	104 200	548 500	136 600	482 300	217 600
Ménages ayant une hypothèque	297 500	168 800	680 300	244 000	598 100	351 100

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Selon le ratio de la dette sur les actifs, l'endettement des ménages ne s'est pas alourdi significativement entre 1999 et 2012

Le ratio de la dette sur les actifs permet de mesurer l'importance relative de l'endettement. Selon les travaux menés par Statistique Canada, les ménages ayant un ratio dette/actif inférieur à 80 % se retrouveraient dans une « zone de confort » où l'endettement peut être géré convenablement (Hurst, 2011). Dans l'ensemble, les résultats de l'ESF pour le Québec, l'Ontario et le Canada indiquent que le poids relatif des dettes se retrouve dans cette zone et que la situation est demeurée relativement stable au cours de la période de référence (tableau 3).

En 2012, le ratio dettes/actifs se chiffre à près de 13 % chez l'ensemble des ménages québécois, ce qui signifie une accumulation de 13\$ de passifs pour chaque tranche de 100\$ d'avoirs. Chez les ménages ayant des dettes, le ratio s'élève à 17 % et à 23 % chez ceux détenant une hypothèque. Contrairement ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, le bilan

Tableau 3

Ratio des dettes sur les avoirs selon la présence de dettes, Québec, Ontario, Canada, 1999, 2005, 2012

	1999	2005	2012
	%		
Québec			
Ensemble des ménages	11,9	11,8	12,7
Ménages ayant des dettes	18,4	16,4	16,7
Ménages ayant une hypothèque	24,8	20,8	22,8
Ontario			
Ensemble des ménages	13,5	14,9	14,3
Ménages ayant des dettes	21,0	21,0	20,0
Ménages ayant une hypothèque	27,5	27,8	28,1
Canada			
Ensemble des ménages	13,1	13,5	14,2
Ménages ayant des dettes	20,1	19,4	19,7
Ménages ayant une hypothèque	26,4	25,3	26,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

financier des ménages ayant contracté une hypothèque ne s'est pas dégradé, ce qui indique que l'accroissement de l'endettement a été contrebalancé par la hausse de la valeur des actifs. Avec de tels niveaux d'endettement, la situation

financière des Québécois se compare avantageusement à celle de leurs homologues ontariens, notamment à celle des ménages devant assumer les coûts d'une hypothèque.

Les jeunes ménages dont le principal soutien économique est âgé de 35 à 44 ans ont significativement accru leur endettement

Selon la théorie du cycle de vie, la dynamique de l'endettement est largement tributaire de l'âge des individus (voir encadré). Conformément à ce que cette théorie postule, ce sont les ménages les plus jeunes qui connaissent les plus forts ratios d'endettement (tableau 4). Les ménages québécois dont le principal soutien économique est âgé de moins de 35 ans présentent typiquement les plus forts ratios d'endettement; ces derniers ayant une dette de 32\$ pour chaque 100\$ d'actifs en 2012, une situation financière similaire à celle observée en 1999 et 2005. Au cours de cette période, la charge relative de la dette devant être portée par ces jeunes ménages tend cependant à être de moindre importance que celle observée en Ontario et au Canada.

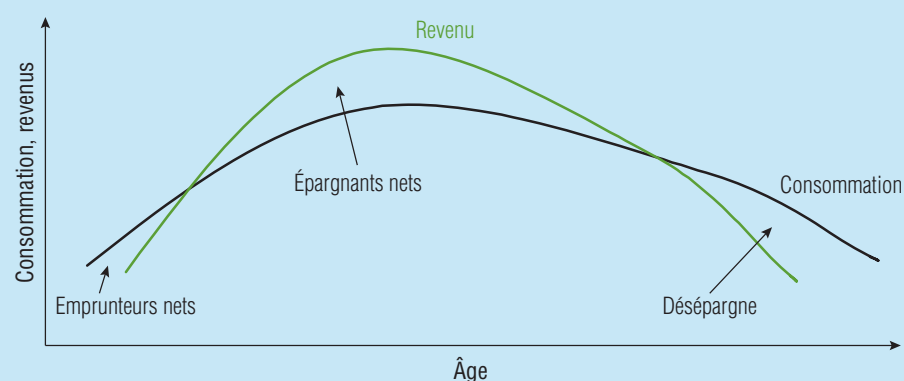
Par rapport à l'évolution des autres groupes d'âge étudiés, celle des ménages dont le principal soutien économique est âgé de 35 à 44 ans diffère des autres groupes d'âge étudiés. En effet, il s'agit du seul groupe où la part des dettes s'est accrue par rapport aux actifs, celle-ci passant de 21 % à 28 % entre 1999 et 2012. Ce phénomène ne semble pas se produire uniquement au Québec; le ratio dette/actif des ménages ontariens a également crû de 24 % à 31 % au cours de la même période, et de 21 % à 29 % au Canada. D'autre part, alors que ce groupe ne représente que 16 % des ménages du Québec, ceux-ci accaparent le tiers de l'ensemble des dettes des ménages de la province. En 2012, la valeur médiane de leurs dettes atteint 77 590\$*, comparativement à 11 450\$** chez les ménages dont le principal soutien est âgé de moins de 35 ans (données non illustrées).

L'endettement expliqué par la théorie du cycle de vie : un modèle à reconsidérer?

La propension à accumuler des dettes est étroitement liée à l'évolution des besoins des individus et ménages au cours de leur vie (figure 3). En général, les jeunes ménages mobilisent le crédit comme levier servant à la fondation du patrimoine, dont l'achat d'une première résidence constitue la valeur la plus importante. Ces jeunes n'ayant généralement que peu d'actifs, et dont plusieurs cumulent encore des dettes étudiantes à leur bilan, présentent donc généralement des niveaux d'endettement plus élevés que les ménages plus âgés. À mesure que s'effectuent les paiements hypothécaires et que croissent les revenus, les ménages parviennent à dégager de l'épargne, notamment par leurs régimes de retraite. Vers la fin de la carrière et à la retraite, le modèle du cycle de vie prédit un endettement faible ou nul et un décaissement de l'épargne accumulée qui se substituera aux revenus du travail dans le but d'assurer les dépenses de consommation.

Néanmoins, plusieurs études récentes ont soulevé que l'endettement fait partie de plus en plus de la réalité des personnes âgées. Les données de l'ESF démontrent à cet effet que la proportion des ménages âgés de 65 ans et plus a connu une augmentation sensible : alors que 28 % des ménages avaient des dettes et 7 % une hypothèque en 1999, ces proportions atteignent respectivement 45 % et 13 % en 2012 (données non illustrées).

Figure 3
Cycle de vie de la situation financière des ménages



Source : Hélène BÉGIN et Danny BÉLANGER (2011b), p. 4.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

Tableau 4

Ratio des dettes sur les actifs selon la présence de dettes et le groupe d'âge¹ du principal soutien économique du ménage, Québec, Ontario, Canada, 1999, 2005, 2012

	Québec			Ontario			Canada		
	1999	2005	2012	1999	2005	2012	1999	2005	2012
%									
Ensemble des ménages									
Moins de 35 ans	29,7	31,9	31,7	33,1	38,9	36,6	33,6	39,4	36,4
35 à 44 ans	20,7	21,5	27,9	23,8	24,0	30,5	21,3	23,7	29,1
45 à 54 ans	10,7	10,7	10,8	13,6	17,2	14,3	12,9	13,2	13,8
55 à 64 ans	5,4	8,1 *	8,1	5,6	7,3 *	8,2	5,9	6,9	8,1
65 ans et plus	2,3 *	1,9 *	3,6 *	2,0 *	2,5 *	3,3	2,0	2,3 *	3,5
Total	11,9	11,8	12,7	13,5	14,9	14,3	13,1	13,5	14,2
Ménages ayant des dettes									
Moins de 35 ans	32,8 *	38,8	32,9	38,0	41,7	38,4	37,4	43,2	39,2
35 à 44 ans	25,2	22,6	30,1	28,1	30,2	33,3	24,9	27,6	31,6
45 à 54 ans	15,6	13,7	12,7	16,8	20,8	17,8	17,1	17,0	17,1
55 à 64 ans	9,3	10,7 *	11,1	9,8	9,8 *	12,4	10,3	9,6	11,5
65 ans et plus	7,1	6,0 *	6,9 *	8,1	6,8 *	6,8	7,2	6,8	7,7
Total	18,4	16,4	16,7	21,0	21,0	20,0	20,1	19,4	19,7
Ménages ayant une hypothèque									
Moins de 35 ans	43,5	40,0 *	36,1 *	41,5	44,9	45,9	43,0	45,0	44,4
35 à 44 ans	29,4	23,4	31,7	31,7	33,6	37,3	29,0	30,6	35,0
45 à 54 ans	20,2	18,6 *	16,7	21,3	26,6	23,0	21,9	21,8	21,5
55 à 64 ans	14,1	15,6 *	16,9	17,0	14,3 *	19,5	16,3	13,9	17,5
65 ans et plus	15,3 *	9,3 *	12,3 *	16,7	14,3 *	13,2 *	14,5	14,1	14,4
Total	24,8	20,8	22,8	27,5	27,8	28,1	26,4	25,3	26,6

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement

1. À titre informatif, voici le poids démographique relatif de chaque groupe d'âge en 2012 :
 Moins de 35 ans : 22,3 %
 35 à 44 ans : 16,3 %
 45 à 54 ans : 18,3 %
 55 à 64 ans : 19,8 %
 65 ans et plus : 22,3 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Les ménages endettés ayant un revenu après impôts de 50 000\$ ou moins ont vu une amélioration de leur bilan financier entre 1999 et 2012

Comparativement aux ratios dette/actif observés entre les différents groupes d'âge, on observe de moins grandes variations entre les ménages lorsque l'on tient compte de leurs revenus calculés après les impôts (tableau 5). Les taux d'endettement se retrouvent généralement près du taux de l'ensemble des ménages. Seules les familles déclarant des revenus de 125 000\$ et plus se démarquent par des niveaux d'endettement significativement moins élevés que

ceux des familles possédant des revenus inférieurs. Ainsi, les familles québécoises jouissant des revenus les plus élevés présentent un ratio d'endettement de 7 % en 2012, alors que celui-ci varie entre 12 % et 18 % chez les familles déclarant un revenu de moins de 125 000\$.

Les ménages endettés déclarant un revenu après impôts de moins de 50 000\$ présentent toutefois des résultats surprenants : ces familles, qui forment environ le tiers des ménages du Québec, ont connu une réduction statistiquement significative de leur taux d'endettement, celui-ci passant de 23 % à 17 %. Cette réduction s'observe également chez les ménages de ce groupe de revenu

ayant une hypothèque ; le ratio diminuant d'environ 7 points de pourcentage entre 1999 et 2012 (de 30 % à 23 %).

Pour un revenu équivalent, les familles québécoises ont en général accumulé des dettes représentant une plus faible part de leurs avoirs que ce que l'on peut observer chez les familles ontariennes. Ce fait est particulièrement notable chez les familles québécoises ayant une hypothèque dont les revenus après impôts se chiffrent à moins de 50 000\$. Alors que celles-ci ont globalement emprunté environ 23\$ par chaque tranche de 100\$ d'actifs en 2012, les familles ontariennes faisant partie de la même catégorie ont quant à elles contracté 39\$ d'emprunts par tranche de 100\$ d'actifs. De plus,

Tableau 5

Ratio des dettes sur les actifs selon la présence de dettes et le revenu après impôts du ménage, Québec, Ontario, Canada, 1999, 2005, 2012

	Québec			Ontario			Canada		
	1999	2005	2012	1999	2005	2012	1999	2005	2012
%									
Tous les ménages									
Moins de 50 000 \$	11,8	12,0	11,9	12,8	16,1	15,8	12,5	13,7	14,1
50 000 \$ - 74 999 \$	13,7	11,9	17,5	16,6	13,6 *	17,4	15,7	13,6	16,8
75 000 \$ - 99 999 \$	13,9	11,9	15,8	15,0	19,9	16,4	14,8	17,0	16,4
100 000 \$ - 124 999	11,9 *	12,2	12,6	14,4	15,8	16,4	13,0	14,3	16,3
125 000 \$ +	5,1 *	11,0	7,1	8,2	10,2 *	9,2	8,1	10,1	10,1
Total	11,9	11,8	12,7	13,5	14,9	14,3	13,1	13,5	14,2
Ménages ayant des dettes									
Moins de 50 000 \$	22,5	17,7	16,9	23,7	24,9	27,4	23,0	22,2	22,7
50 000 \$ - 74 999 \$	18,9	15,0	23,0	25,1	21,9	23,9	23,0	20,2	23,0
75 000 \$ - 99 999 \$	18,9	19,5	19,5	21,6	25,1	22,0	20,2	23,3	21,4
100 000 \$ - 124 999	15,1 *	16,3	16,3	19,0	19,6	20,5	16,8	18,5	20,7
125 000 \$ +	8,4 *	14,5	9,1	13,0	13,7 *	12,6	12,6	13,4	13,7
Total	18,4	16,4	16,7	21,0	21,0	20,0	20,1	19,4	19,7
Ménages ayant une hypothèque									
Moins de 50 000 \$	30,2	21,0	23,2	34,0	33,9	39,2	32,3	28,5	31,6
50 000 \$ - 74 999 \$	26,9	20,0	31,6	33,5	29,5	33,2	30,9	27,8	31,0
75 000 \$ - 99 999 \$	24,6	24,1	24,2	28,1	29,7	32,2	26,2	28,9	29,1
100 000 \$ - 124 999	20,5	20,8	21,8	24,5	27,7	27,5	21,2	24,8	26,9
125 000 \$ +	11,6 *	19,4	13,1 *	15,7	18,9 *	17,9	15,7	17,8	18,9
Total	24,8	20,8	22,8	27,5	27,8	28,1	26,4	25,3	26,6

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

contrairement aux familles québécoises, ces familles ontariennes ont accru leurs emprunts par rapport à leurs actifs depuis 1999. Par rapport aux autres groupes de revenu en Ontario, les ménages ayant moins de 50 000 \$ de revenu sont ceux ayant connu la plus importante hausse du taux d'endettement.

Ce phénomène reflète apparemment les coûts plus importants de l'immobilier en Ontario³ et que ceux-ci affectent particulièrement les familles possédant de faibles revenus. D'autre part, ces familles ont sans doute un plus faible accès à la propriété que celles du Québec. Seule une famille ontarienne sur cinq possédant une hypothèque déclare des revenus de moins de 50 000 \$, alors qu'il s'agit de deux familles québécoises sur cinq (données non illustrées). Si les familles ontariennes ayant ces revenus peuvent se permettre l'achat d'une propriété, elles le font manifestement au prix d'un ratio d'endettement plus élevé que celui des familles québécoises. À cet égard, on note que l'endettement médian de ces familles s'élève à 93 760 \$, alors que celui-ci atteint 147 170 \$ chez les familles ontariennes (données non illustrées).

Malgré un endettement accru, les coûts du service de la dette sont demeurés stables pour les ménages

Les données de l'ESF confirment que l'endettement des Québécois s'est effectivement accru au cours de la dernière décennie. Toutefois, dans un contexte où les taux d'intérêt se situent à des niveaux historiquement bas, le fardeau de la dette ne s'est pas alourdi pour autant. Le ratio du service à la dette, c'est-à-dire la proportion des revenus disponibles des ménages devant être versée aux intérêts liés aux emprunts, indique à cet égard une relative stabilité du poids financier des emprunts au cours des années 2000 (figure 4). En 2013, les ménages du Québec devaient

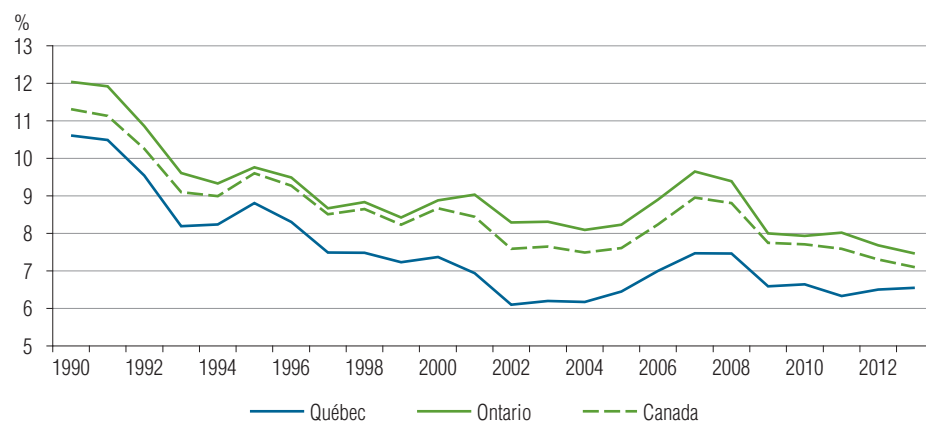
allouer environ 7 % de leurs revenus au remboursement des intérêts sur leurs emprunts. En outre, le service de la dette des ménages québécois se maintient à un niveau proportionnellement plus faible que celui de l'Ontario depuis les années 1990.

Malgré le *boom* immobilier des dix dernières années, la charge relative des montants liés aux remboursements hypothécaires est demeurée aussi relativement stable (figure 5). Entre 1997 et 2009, les ménages québécois ayant une

hypothèque doivent ainsi allouer entre 12 % et 14 % de leurs revenus après impôts aux remboursements hypothécaires (capital et intérêts), ce qui est plus faible que l'effort devant être fourni par les ménages canadiens (entre 15 % et 16 %). Considérant la stabilité des taux d'intérêt et le ralentissement du marché immobilier, la charge des versements hypothécaires devant être assumée par les ménages québécois doit vraisemblablement se retrouver à un niveau similaire aujourd'hui.

Figure 4

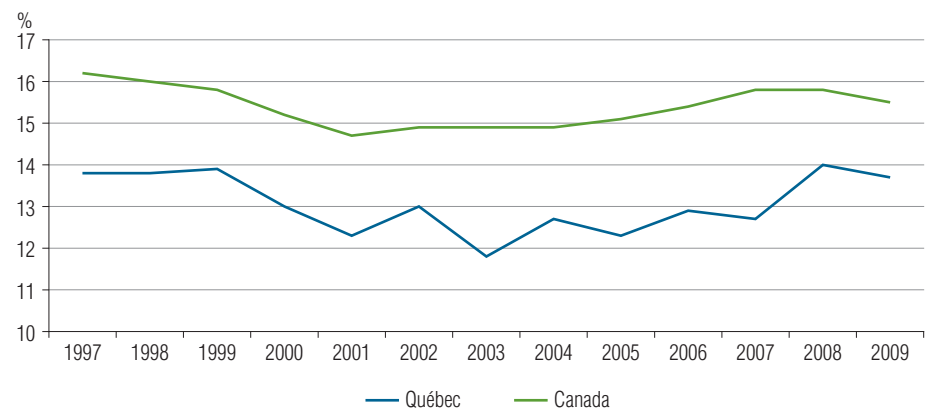
Ratio du service de la dette, Québec, Ontario, Canada, 1990-2013



Source : Statistique Canada, *Division des comptes économiques nationaux*, Comptes économiques provinciaux et territoriaux 2013.

Figure 5

Remboursements hypothécaires des ménages déclarant un versement hypothécaire en pourcentage du revenu après impôts, Québec, Canada, 1997-2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Un sondage de 2013 commandé par le groupe financier BMO estime à 390 000 \$ le prix de vente moyen d'une première maison en Ontario contre 270 000 \$ au Québec. À noter que les prix de l'Ontario sont largement influencés par le marché « exceptionnel » qu'est Toronto.

Conclusion

Le ratio des dettes sur les actifs indique que la situation financière des ménages du Québec ne s'est pas dégradée outre mesure depuis 1999 et que celle-ci se compare avantageusement à celle des ménages ontariens. Les ménages québécois sont certainement plus endettés, mais l'accroissement de la valeur des actifs est venu modérer le poids de cet endettement. Cependant, la valeur des dettes de l'ensemble des ménages du Québec s'est accrue à un rythme plus rapide que celle des avoirs, ce qui vient jeter une ombre sur les perspectives d'avenir. À long terme, la soutenabilité de la croissance de l'endettement doit nécessairement s'accompagner d'une croissance analogue des actifs. Or, en dépit d'un recours accru à l'endettement et de la hausse des prix de l'immobilier, les coûts relatifs au service de la dette ne constituent pas actuellement un fardeau insupportable pour la plupart des ménages. La proportion des revenus devant être impartis aux intérêts et aux paiements hypothécaires est demeurée relativement stable et a même connu une légère décline au cours des dernières années.

Contre toutes attentes, nous avons observé une diminution du ratio dettes/actifs chez les ménages endettés ou ayant une hypo-

thèque qui déclarent moins de 50 000 \$ de revenus après impôts, soit chez un peu plus du tiers des ménages du Québec. Par rapport à leurs homologues ontariens, ces ménages présentent d'ailleurs un plus faible ratio dettes/actifs lorsqu'ils détiennent une hypothèque. Nous avons aussi pu constater que les plus jeunes ménages québécois présentent sans surprise les plus forts ratios dettes/actifs. Parmi les groupes d'âge considérés, seuls les ménages dont le principal soutien économique est âgé entre 35 et 44 ans ont vu leur situation d'endettement se dégrader significativement au cours des dernières années, mais ces derniers se retrouvent somme toute en meilleure posture que leurs homologues ontariens.

L'analyse du ratio dettes/actifs comporte toutefois certaines limites pour bien saisir la dynamique de l'endettement, notamment en raison des innovations qu'a connues l'univers du crédit personnel. On peut notamment soulever le fait que l'utilisation du crédit n'est pas nécessairement synonyme d'endettement. Les cartes de crédit se sont ainsi largement substituées à la monnaie en espèces comme mode de transaction, à tout le moins chez les détenteurs qui ont l'habitude de régler entièrement leurs soldes mensuels⁴. L'augmentation de la proportion des ménages âgés ayant

des dettes peut certainement être attribuée en partie au fait qu'une part de cette population ait adopté ce mode de paiement des biens et services. D'un autre côté, mentionnons que le crédit hypothécaire n'est pas confiné au paiement d'une propriété dans la mesure où il peut également servir des fins de consommation, soit par le truchement des marges de crédit hypothécaire ou des prêts hypothécaires inversés.

Enfin, à l'instar du taux d'endettement sur le revenu disponible, le ratio dettes/actifs ne comporte pas de seuil à partir duquel on peut prédire la venue d'un choc macroéconomique. Une chose paraît toutefois certaine, une hausse des taux d'intérêt pourrait compromettre l'équilibre actuel. Le bilan financier des Québécois pourrait également se dégrader significativement à la suite d'un recul marqué du marché immobilier et de la dévaluation du prix des propriétés. L'hypothèse souvent évoquée d'une bulle immobilière au Canada fait ainsi craindre le pire pour les ménages du pays. Dans le cas du Québec, les perspectives paraissent s'améliorer, dans la mesure où l'on observe entre autres une stabilisation des prix des logements neufs qui témoignerait d'un potentiel « atterrissage en douceur » du marché immobilier (Banque du Canada, 2014).

Références

- BANQUE DU CANADA (2014). *Revue du système financier*, décembre 2014, 62 p.
- BÉGIN, Hélène, et Danny BÉLANGER (2011a). *Le point sur la situation financière des ménages au Québec. Au-delà des dettes, il faut aussi considérer les actifs des ménages. Mouvement des caisses Desjardins*, 17 juin 2011, p. 1-5.
- BÉGIN, Hélène, et Danny BÉLANGER (2011b). *Situation financière des ménages au Québec – La fragilité dépend largement du profil des emprunteurs, Mouvement des caisses Desjardins*, 27 octobre 2011, p. 1-8.
- CRAIG, Alexander (2012). *Les implications d'un ratio d'endettement des particuliers élevé*, Banque Toronto Dominion, 18 janvier, p. 1-3.
- HURST, Matt (2011). *Endettement et types de familles au Canada, Tendances sociales canadiennes*, produit n° 11-008-X au catalogue de Statistique Canada, 52 p.
- OCDE (2012). *Études économiques de l'OCDE, CANADA*, juin 2012, 46 p.
- SHENFELD, Avery, et Benjamin TAL (2012). « *Beyond Debt-to-Income: New Light on How Canadians are Really Doing* », CIBC World Markets Inc., *Economic Insights*, 26 janvier, p. 3-5.
- STATISTIQUE CANADA (2013). « *Tableau 2 : Indicateurs du secteur des ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages – Valeur marchande, données non désaisonnalisées* », Compte du bilan national et des flux financiers.

4. À noter que l'ESF calcule les montants des soldes des cartes de crédit au moment de l'enquête et que l'on ne peut pas estimer la valeur des comptes en souffrance.

Errata

Données sociodémographiques en bref – Février 2015. Numéro 19, volume 2

Document corrigé le 6 février 2015

1. À la page 5, remplacer le tableau 2 par celui-ci :

Tableau 2

Avoirs, dettes et avoirs nets médian selon la présence de dettes, Québec, 1999, 2005, 2012

	1999		2005		2012	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
\$ (2012)						
Dettes						
Ensemble des ménages	35 100	5 200 *	42 600	8 200 *	69 200	10 000
Ménages ayant des dettes	54 600	27 200	61 800	26 700	97 000	34 200
Ménages ayant une hypothèque	98 300	81 200	116 200	92 500	176 900	135 100
Avoirs totaux						
Ensemble des ménages	295 900	155 200	361 100	174 500	544 800	303 800
Ménages ayant des dettes	296 600	176 300	376 200	224 100	579 300	333 900
Ménages ayant une hypothèque	395 800	258 100	557 500	356 200	775 000	488 600
Avoirs nets						
Ensemble des ménages	260 800	100 200	318 000	117 900	475 700	197 900
Ménages ayant des dettes	242 000	104 200	314 300	136 600	482 300	217 600
Ménages ayant une hypothèque	297 500	168 800	441 400	244 000	598 100	351 100

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec